



Christian Saint-Etienne, Trump et nous, comment sauver la France et l'Europe, Odile Jacob, 2025, 215 p.

L'auteur est un universitaire économiste qui a aussi largement travaillé au Fonds monétaire international mais aussi à l'OCDE et en entreprise. Son analyse est fortement documentée justement sur les questions économiques mais pas seulement. Il analyse sans détour la situation économique de la France et de l'Europe à l'heure de présidence des Etats-Unis de Donald Trump qui a déclaré le 12 mars 2025 qu'il souhaitait une dissolution de l'Union européenne. « Face à Trump et aux grands défis liés au combat de la Chine et des Etats-Unis pour la domination mondiale et à l'interventionnisme belliqueux de la Russie, les institutions et l'organisation de l'Union européenne ne sont pas la solution mais le problème. »¹

Son analyse de la situation actuelle passe en revue de nombreux sujets. L'Union européenne doit relever de nombreux défis sur les plans démographique, économique et technologique pour ne pas perdre toute son influence dans le monde de demain. Pour l'auteur le rapport Draghi sur la compétitivité de 2024 est de plus en plus essentiel. Il ne doit pas rester un rapport mais entraîner des bouleversements des politiques de l'Union européenne.

Il est très sévère sur la bureaucratie européenne qui n'est pas adaptée pour relever les nouveaux défis économiques pour l'Union européenne. Pour l'auteur, le travail de réglementation de l'économie de marché où la concurrence doit être libre et non faussée laisse trop de côté toute autre considération, notamment stratégique. Si on ajoute les effets de la surréglementation française, les analyses sur le long terme et de la stratégie restent très absentes. « L'Union européenne de la Bureaucratie constitue en soi un handicap pour permettre à l'Europe de réussir au XXIe »² On le voit bien dans le domaine du numérique. L'Europe est une forme de colonie numérique des grands opérateurs américains GAFAM ou chinois BATHXD. En effet, elle régule très bien leur usage par les européens, mais elle ne contribue pas vraiment suffisamment

¹ p. 15 du livre

² p. 83

à créer de grands opérateurs numériques européens. La démonstration de l'auteur sur l'absence de l'Union européenne dans l'économie est très convaincante.

L'auteur considère qu'il faut faire évoluer l'Union européenne qui à son avis « n'est pas adaptée en tant qu'organisation pour un monde de conflit entre deux géants qui s'affrontent pour une domination mondiale. La performance de l'Union en termes d'innovation, de productivité ou de réactivité aux bouleversements mondiaux est mauvaise depuis trois décennies. »³

L'auteur propose plusieurs évolutions de l'Union européenne qu'il considère comme indispensables pour empêcher qu'elle disparaisse. La Commission européenne doit devenir un Secrétariat du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. Il faut créer un noyau dur coopératif des pays volontaires pour créer un pôle stratégique en Europe entre les Etats qui s'engageraient à des investissements collectifs européens pour construire une véritable puissance. Leurs décisions seraient prises à la majorité qualifiée. Il ne s'agit pas d'aller vers un ensemble fédéral. L'auteur pense à au moins neuf Etats : l'Allemagne, l'Autriche, le Benelux, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Cela suppose des évolutions des traités et donc de l'accord de l'ensemble des Etats membres ou alors d'aller vers la construction d'une autre Europe. Mais cela a déjà été possible pour la construction de la zone Europe qui ne comprend que 20 Etats membres. Ce noyau dur serait construit sur un principe de puissance pacificatrice. On passerait d'une Europe bureaucratique stagnante à une Europe puissance offensive.

Ce livre propose des réponses argumentées, et relativement convaincantes, aux défis que l'Union européenne doit relever, dans la période actuelle, pour reconquérir sa souveraineté et sa prospérité. Il ne s'agit pas d'abandonner le projet européen, mais de repenser son avenir. Il faudrait que cet auteur soit entendu, ou au moins écouté, par les responsables politiques européens.

Henri Oberdorff
Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes
Président de l'UPEG
Le 5 octobre 2025

³ p.153